

Colloque UMR ESO (Espaces Géographiques et Sociétés)

Rennes, 21 et 22 octobre 2004.

« Espaces et sociétés aujourd'hui » (la géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action)

« La reterritorialisation de la population française d'Algérie ou comment conserver un particularisme culturel et identitaire »

Auteur : Edwige GARNIER

Discipline : Géographie

Etablissement : UJF-Grenoble I, UMR CNRS 5194 PACTE, Laboratoire « Territoires »-CERMOSEM

Statut : doctorante

La géographie sociale contemporaine est de naissance récente (années 1940-1950), mais sa définition pose encore problème. Ainsi, « pour les uns, [...] elle est pratiquement synonyme de géographie humaine. Pour d'autres, à l'opposé, elle est une branche particulière de la géographie, la branche qui fait la liaison avec la sociologie. »¹ Dans le cadre de cet article, elle sera considérée comme : « Science de l'organisation spatiale des sociétés humaines, la géographie sociale part de la constatation que les faits sociaux ont, par leurs localisations et leurs manifestations, des dimensions spatiales et que les faits géographiques comportent des aspects sociaux qui concourent à leur compréhension et à leur évolution. ***Géographie des faits sociaux, et sociologie des faits géographiques, la géographie sociale consiste fondamentalement en l'exploration des interrelations qui existent entre les rapports sociaux et les rapports spatiaux, plus largement entre sociétés et espaces.*** »²

Ainsi, un des termes clés de la géographie sociale est celui de « rapports spatiaux », qui peut être défini comme « le système de relation que les hommes ont avec les espaces, à savoir les pratiques, les usages, les représentations, les imaginaires, les systèmes de valeurs et les stratégies que les acteurs déploient dans l'espace. »³

Ainsi, la géographie sociale s'intéresse à la spatialité et à la territorialité des hommes. Elle analyse les facteurs qui entrent en jeu dans la construction des rapports des hommes à l'espace. La position des individus dans la société, les modèles culturels, la mémoire collective, l'imaginaire, sont autant d'éléments à prendre en considération ; sans oublier les contraintes environnementales, économiques, politiques avec lesquelles les hommes doivent composer.

Dans ce cadre, la notion de territoire peut paraître pertinente. Son analyse permet notamment d'appréhender les phénomènes d'identité des sociétés dans l'espace. « C'est bien dans le quotidien des rapports spatiaux et sociaux que les comportements, les pratiques et les représentations propres au sujet s'échafaudent. »⁴

Ce sont ainsi les interrelations existantes entre territoire et identité qui sont mises en avant : « On peut faire l'hypothèse que le rapport des sociétés à leurs espaces, lieux et territoires,

¹ FREMONT Armand et al., 1984, *Géographie sociale*, Paris : Masson, 381 p., p. 43.

² FREMONT Armand et al., 1984, *ibid.*, p. 90.

³ LEVY Jacques, LUSSAULT Michel (sous la direction de), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris : Belin, 1033 p., pp. 852-855.

⁴ DI MEO Guy, 2002, « L'identité : une médiation essentielle du rapport espace/société » in *Géocarrefour*, vol. 77 2/2002, pp. 175-184.

comporte une forte dimension identitaire. [...] L'identité fonctionne socialement comme le moyen de légitimer un groupe dans un espace (territoire) dont il tirera de substantielles ressources. Inversement, l'identité utilise le territoire comme l'un des ciments les plus efficaces des groupes sociaux. »⁵ Par conséquent, les identités participent tout autant à la construction des territoires que les territoires contribuent aux identités.

Ces interrelations peuvent être mises en valeur d'un point de vue théorique, mais elles se retrouvent également comme centrales dans l'étude de certains groupes sociaux. L'analyse de la population française d'Algérie semble sur ce point pertinente. Le fait qu'elle ait subi une déterritorialisation au cours de son histoire a eu des influences, comme nous le verrons, concernant, à la fois, sa territorialité et son identité. En effet, lorsqu'une migration, et plus généralement une mobilité, entre en jeu, les interrelations entre territoire et identité sont remises en cause. Cette période charnière offre ainsi une fenêtre d'analyse de ces interrelations qui sont perturbées et se reconstruisent lentement. Cette population offre ainsi une perspective singulière des liens entre identité et territoire car elle permet de se projeter dans une sorte d'entre-deux, entre passé et présent, entre la France et l'Algérie. L'analyse d'une certaine reterritorialisation du groupe social permet la mise en évidence d'un processus de reconstruction des liens territoire- identité, ce notamment pour permettre la conservation d'un particularisme identitaire déstabilisé du fait de la perte du territoire d'origine.

Il est donc question ici, dans un premier temps, de mettre en avant les interrelations existantes entre identité et territoire en se basant sur les travaux de la géographie sociale. Or, ces interrelations sont en perpétuelle évolution au cours de l'histoire d'une population du fait du caractère adaptatif de l'identité comme du territoire. Ce phénomène est d'autant plus perceptible lorsqu'une migration brusque intervient. L'exemple de la population française d'Algérie est donc utilisé dans un second temps afin de montrer ces liens entre identité et territoire dans le cadre d'une (re)territorialisation. Cette inscription territoriale est appréhendée à la fois sous la forme de regroupements dans des aires spatiales et sous une forme réticulaire. Il s'agit ainsi de mettre en avant l'importance d'une approche des populations déterritorialisées en géographie sociale afin de mieux comprendre les interrelations entre identité et territoire. Il s'agit également de porter un regard nouveau sur ces populations, notamment sur les groupes rapatriés. Bien qu'étant le fruit d'une histoire, leur étude est d'actualité.

1. Les interrelations entre territoire et identité face à la mobilité : une reterritorialisation nécessaire pour la conservation d'un particularisme identitaire

Dans un premier temps, il semble nécessaire de mettre en avant la définition du territoire pris en considération ici étant donné la diversité des significations attribuées à cette notion.

Le territoire en tant que construit social : la place du groupe social

Au-delà d'une acception du territoire renvoyant à la question de maillage historique forgé à des fins de gestion et d'administration locales avec l'objectif de valoriser les relations de proximité⁶ (acception possédant un sens juridique et politique très fort, associé aux termes de

⁵ DI MEO Guy, 2002, *ibid.*

⁶ ALPHANDERY Pierre, BERGUES Martine, 2004, « Territoires en questions: pratiques des lieux, usages d'un mot », in *Ethnologie française*, XXXIV, 2004, 1, pp. 5-12.

domination et de limites matérialisées par des frontières⁷), le territoire est ici appréhendé au travers d'une définition moins rigide, non exclusivement politique. Elle « envisage le territoire de façon plus diffuse et moins institutionnalisée [...] ; il renvoie alors aux] diverses formes de rapport à l'espace que les individus et les groupes sociaux ne cessent de produire et de transformer dans le cadre de leurs relations sociales »⁸.

La lecture du territoire réalisée ici le privilégie ainsi en tant que construit social et culturel d'un groupe social particulier, quelle que soit sa forme. Le **territoire** « résulte [...], avant tout, d'une construction sociale. Celle-ci reflète un type de rapport à l'espace propre à plusieurs individus, à un groupe ou à plusieurs groupes ; rapport spatial doté de l'aptitude à organiser, à médiatiser en retour l'ensemble des relations et des systèmes sociaux qui l'ont engendré ».⁹ Il est à la fois matériel et immatériel dans la mesure où il est tout autant une forme qu'il est porteur de sens et vecteur d'identité. Sa construction « combine les dimensions concrètes, matérielles, celles des objets et des espaces, celles des pratiques et des expériences sociales du quotidien avec les dimensions idéelles des représentations (idées, images, symboles, souvenirs) et des pouvoirs. [...] Ces différentes dimensions trouvent leur principe unificateur, leur cohérence dans le sens que les individus vivant en société confèrent à leur existence terrestre au travers de l'espace qu'ils s'approprient et qu'ils érigent en valeur existentielle centrale. »¹⁰ Il correspond ainsi à un ancrage symbolique du groupe dans un espace. Il est fondé sur une certaine vision du monde, des représentations. Un groupe social trouve ainsi un support, réel ou imaginaire, au travers de mobilités, de déplacements et de repères. Ces repères, que nous appelons des marqueurs territoriaux, matérialisent la culture et l'identité du groupe social sur le territoire. Toutefois, ce territoire évolue en permanence et peut disparaître car il est dépendant des mutations de la mémoire, de l'identité, de la culture du groupe social. La temporalité est toujours sous jacente pour ces notions.

Ainsi, une des dimensions du territoire privilégiée dans cette étude est sa dimension identitaire. Ce sont les interrelations existantes entre territoires et identités qui sont au centre de la réflexion ici proposée.

Cependant, afin d'éclaircir au mieux le sens des termes utilisés ici, il convient de définir, en parallèle du territoire en tant que construit social, la notion de **groupe social**.

Le groupe social est appréhendé comme un « sous-ensemble de la population d'une société, défini selon un ou plusieurs critères. [...] Désignant des ensembles humains de nature et de dimension très variées, il peut se rapporter aussi bien à une association sportive qu'à une famille, une assemblée religieuse, une bande, une entreprise ou un groupe de pression. [...] Pour] démarquer le groupe social tant de l'agrégat physique (rassemblement occasionnel d'individus dans un même lieu) que de catégories statistiques dans lesquelles sont réunis des individus en fonction de simples similitudes telles que l'âge, le sexe, la profession, le revenu [...], il faut à la fois une interaction, directe ou indirecte, entre les membres qui le composent (critère objectif) et la conscience d'une appartenance commune (critère subjectif). »¹¹ Ces groupes sociaux s'avèrent ainsi le plus souvent hétéroclites en terme d'origines socio-économiques. Il s'agit notamment des groupes religieux (comme cela est évoqué ci-dessus), mais aussi des populations originaires d'espaces spécifiques et/ou d'une période spécifique. C'est, par exemple, le cas de la population française d'Algérie.

⁷ LE BERRE Maryvonne in BAILLY Antoine, FERRAS Robert, PUMAIN Denise (sous la direction de), 1983, *Encyclopédie de Géographie*, 2^{ème} édition, Paris : Economica, 1167 p., pp. 601-622.

⁸ ALPHANDERY Pierre, BERGUES Martine, 2004, *ibid.*, p. 5.

⁹ DI MEO Guy, 1998a, « Le territoire : un concept essentiel de la géographie sociale » in *Les Documents de la MRSH* (« Espaces et sociétés à la fin du XX^{ème} siècle. Quelles géographies sociales »), n°7, avril 1998, pp. 49-61.

¹⁰ DI MEO Guy, 1998a, *ibid.*.

¹¹ LEVY Jacques, LUSSAULT Michel (sous la direction de), 2003, *op.cit.*, p. 431.

Au regard de ces définitions, la dimension identitaire du territoire doit être explicitée. C'est sur elle que repose l'étude de la population française d'Algérie présentée ici.

Quelles interrelations entre territoires et identités ?

En géographie sociale, il est parfois mis en avant qu'un groupe social est en interrelation avec un territoire, notamment par le biais de l'identité.

L'identité collective est un « discours que les groupes tiennent sur eux-mêmes et sur les autres pour donner un sens à leur existence »¹². Elle correspond à un double processus de création de liens et donc de cohésion entre les membres d'une population, et constitution d'une « rupture », d'une distanciation avec les autres. L'identité repose ainsi sur l'altérité. Elle est, par conséquent, un « phénomène social de reconnaissance individuelle et collective »¹³. Parallèlement, l'identité représente « l'une des composantes essentielles des pratiques et des représentations de tout individu, mais aussi de toute action et de toute idéologie collectives. »¹⁴ Toutefois, elle est en perpétuelle évolution comme cela a déjà été évoqué. Toute comme la culture, elle n'est pas immuable dans la mesure où chaque groupe social vit dans un contexte sociétal mouvant. Il est confronté à différentes expériences, à différents problèmes économiques ou politiques par exemple, avec lesquels il doit composer. Les valeurs, les idéologies changent au cours de l'histoire, à l'image de la mémoire¹⁵. L'idéologie coloniale en est un exemple.

Or, parallèlement à son inscription dans un contexte sociétal, l'identité peut s'immerger, s'ancrer dans un espace. Elle trouve un appui plus ou moins matériel, important pour sa lisibilité interne et externe au groupe. Ainsi, les territoires « médiatisent les rapports sociaux qui se déroulent en son sein ; ils leur confèrent une substance, une matérialité contextuelle. Par voie de conséquence, le territoire entre dans la combinaison identitaire du groupe social spatialisé qui le façonne. [...] Il] devient un attribut majeur de la construction du rapport à l'extériorité, à l'altérité, à ceux qui n'appartiennent pas au groupe. »¹⁶. En d'autres termes, « produire de l'identité collective, revient souvent à fabriquer un mythe mobilisateur renforçant l'image (fausse ?) du groupe territorialisé en tant que totalité unifiée [...]. Dans ce processus, l'espace territorialisé joue toujours un rôle majeur, car le territoire revêt [...] une symbolique particulièrement parlante du groupe unifié. [...] Le territoire forme la figure visible et lisible de l'identité sociale. [...] Il] s'érige en figure palpable et tangible d'une réalité sociale plus insaisissable. »¹⁷ Un groupe social s'inscrirait ainsi dans l'espace du fait du partage d'une identité commune. Celle-ci conférerait du sens à l'espace et ainsi participerait à la constitution d'un territoire. Parallèlement, le territoire contribue à l'affirmation de cette identité. Il permet un enracinement. L'identité possède ainsi un support, davantage matériel (bien que cela soit relatif) comme, par exemple, le paysage. Un groupe social, en partie du fait d'un partage identitaire, existerait donc en lien avec un territoire.

¹² CLAVAL Paul, 1996, « Le territoire dans la transition à la postmodernité », in *Géographie et cultures*, hiver 1996, n°20 (« Le territoire »), Numéro spécial sous la direction de Joël BONNEMAISON, Luc CAMBREZY et L. BOURGEOIS-QUINTY, Clamecy : L'Harmattan, pp. 93-112.

¹³ DI MEO Guy, 2002, *op.cit.*.

¹⁴ DI MEO Guy, 2002, *op.cit.*.

¹⁵ Voir à ce sujet BERGER Peter L., 1973, *Comprendre la sociologie. Son rôle dans la société moderne*, traduction de Joseph Feisthauer, Paris : Ed. du Centurion, 263 p. (coll. « Connaissance du présent »).

¹⁶ DI MEO Guy, 1998b, *Géographie sociale et territoires*, Paris : Nathan Université, 320 p. (coll. Fac. Géographie), p. 9.

¹⁷ DI MEO Guy, 2002, *op.cit.*.

Le concept de territorialité devient ici central. Il exprime « un sentiment d'appartenance à un morceau de terre et un mode de comportement au sein de cette entité, quelle qu'en soit l'étendue, quel que soit le rayonnement du groupe qui le gère. »¹⁸ Ce concept est d'autant plus central ici que, « en tant que valeur subjective (expression d'un sujet), mais aussi que construction socio-culturelle et que phénomène cognitif, [il] offre d'étroites similitudes avec l'identité. La territorialité, bien que de manière non systématique, entre dans la composition de celle-là. Elle en forme sa dimension spatiale ou géographique »¹⁹.

Face à l'ensemble de ces éléments, territoire et identité apparaissent en interrelation. Ces liens sont mis en avant au niveau théorique et sont affirmés par divers auteurs, en géographie sociale comme en géographie culturelle²⁰. Toutefois, à l'image du changement du contexte sociétal, le contexte spatial peut également évoluer. De nouveaux découpages politiques peuvent être ajoutés, des régions peuvent être annexées à des entités politiques différentes. Des populations peuvent également être contraintes à quitter leur territoire pour de multiples raisons. L'identité, liée à ces contextes géographiques, doit également s'adapter, faire avec cette nouvelle donne. Elle est déstabilisée. Néanmoins, même lorsque un élément perturbateur tel que la mobilité est introduit, ces interrelations entre territoire et identité n'apparaissent pas être remises en question.

La mobilité : un élément perturbateur des interrelations entre identité et territoire ?

Si la théorie évoquée ci-dessus est analysée, interprétée dans le sens d'une interrelation quasi systématique entre une société et un territoire, lorsque est évoquée la déterritorialisation d'une population, une reterritorialisation serait sous-jacente. Et, effectivement, de nombreuses populations (notamment les diasporas), après avoir quitté leur territoire pour diverses raisons, ont conservé une identité en lien avec le territoire perdu et ont pu, de plus, se créer un nouveau territoire, se reterritorialiser²¹.

Ainsi, les rapports de l'homme à l'espace sont rythmés par deux mouvements : « celui des départs, des ruptures, des errances, de la spatialité vécue en réseau ; celui des retours, des ancrages et de la spatialité vécue dans le giron des mailles territoriales ! [...En effet,] doté d'une forte dimension idéelle, espace d'investissement de l'action, du sens et du pouvoir pour des sociétés de plus en plus mobiles, il [le territoire] répond à un besoin profond [...] d'enracinement et de lien social de proximité »²².

Effectivement, le territoire joue un rôle essentiel pour la conservation et la transmission de l'identité et de la culture. Comme cela a été montré précédemment, il participe à l'identité du groupe social parallèlement au fait que cette identité contribue à son existence. Le territoire permet effectivement à un groupe social d'ancrer son identité dans l'espace et ainsi de faire face à l'altérité. « Nous retenons pour principe qu'il n'existe pas d'individu ou de groupe social, à l'un quelconque des âges de l'humanité, qui n'ait échappé, dans la logique même de son procès vital, au principe de territorialisation. »²³. La perte du territoire d'origine, le déracinement s'accompagnerait donc d'une nouvelle territorialisation du fait du partage par le

¹⁸ LE BERRE Maryvonne in BAILLY Antoine (sous la direction de), 1983, *op.cit.*, p. 611.

¹⁹ DI MEO Guy, 2002, *op.cit.*.

²⁰ Voir à ce sujet, notamment, Paul CLAVAL et Joël BONNEMAISON.

²¹ Concernant le cas des diasporas, voir notamment BRUNEAU Michel, 2004, *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris : Anthropos - Economica, 249 p. (coll. Villes – Géographie).

²² DI MEO Guy, 1998a, *op.cit.*.

²³ DI MEO Guy, 1998b, *op.cit.*, p. 12.

groupe social d'une identité commune. Si celle-ci ne trouve pas une dimension plus ou moins matérielle, tangible, lisible, elle reste extrêmement fragile et peut disparaître. Effectivement, quand un groupe est déterritorialisé, « le seul moyen qui reste [...] pour survivre est de se constituer un nouveau territoire [un territoire-sanctuaire], si infime soit-il, et s'il ne le peut, de s'en recréer un, ailleurs, dans le rêve et dans le mythe »²⁴. La création (ou recréation) d'un territoire répond ainsi à des besoins identitaires pour un groupe social.

Si le cas des populations déterritorialisées (qui ont perdu leur territoire d'origine) est pris en considération, il peut être mis en avant que suite à la perte de son territoire, si les premiers besoins sont des besoins pécuniaires (trouver un emploi pour obtenir un logement, etc.), les besoins liés à l'identité et à la culture apparaissent secondairement mais avec une intensité comparable. Cela engendre de nouveaux rapports à l'espace, parfois bien différents des premiers exprimés. Les préoccupations identitaires et culturelles amènent fréquemment une reterritorialisation du groupe social. L'étude du cas de la population française d'Algérie permet d'illustrer ces processus de ré-ancrage territorial, de territorialisation, nécessaires suite à la perte de la « terre d'origine » pour conserver une identité collective, un particularisme culturel.

2. La déterritorialisation de la population française d'Algérie et ses conséquences identitaire et culturelle : la nécessité d'une nouvelle territorialisation

Une déterritorialisation perturbatrice...

Suite à la décolonisation de l'Afrique du Nord par la France, particulièrement celle de l'Algérie, des migrations de « rapatriement » se sont déroulées entre ces deux rives de la Méditerranée à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Concernant l'Algérie, ce sont ainsi près d'un million d'individus²⁵ qui ont quitté cette ancienne terre française pour s'installer en France métropolitaine. Cet exode est le plus souvent vécu comme un exil, avec la perte de sa terre, de ses racines. Certains parlent d'« arrachement », d'autres emploient plus volontiers le terme d'« expatriement » que celui de « rapatriement ».

Effectivement, l'ensemble de leur organisation spatiale a été remise en cause, autant au niveau personnel (famille, voisinage, etc.) qu'au niveau professionnel. Ce sentiment est exacerbé pour beaucoup du fait de la soudaine nécessité du départ et d'une certaine incompréhension des décisions politiques. Cependant, la seule remise en cause de l'organisation sociale du groupe ne permet pas d'expliquer en totalité ce sentiment d'« arrachement ».

Le lien unissant la population française d'Algérie au territoire algérien apparaît également extrêmement fort. Celui-ci perdure d'ailleurs aujourd'hui, plus de 40 ans après la migration. Effectivement, le « déracinement » constitue un traumatisme pour le groupe et a exacerbé son attachement à l'Algérie. Cette population s'est construite, avec une identité et une culture propres, entre 1830 et 1962 en Algérie. A partir du moment où la population quitte le territoire algérien et doit s'adapter, s'intégrer en France métropolitaine, son sentiment d'appartenance à cette terre et l'identité partagée par les membres du groupe ont été révélés,

²⁴ BONNEMAISON Joël, 1981, « Voyage autour du territoire », *L'espace géographique*, n°4, pp. 249-262, p. 256.

²⁵ 960 000 Français quittent l'Algérie pour s'installer en métropole à partir de décembre 1961 (selon le Service Central des rapatriés), dont plus de 500 000 entre les mois de mai et août 1962 (Archives départementales des Bouches-du-Rhône, M630874, in JORDI Jean-Jacques, 1995, *1962 : l'arrivée des Pieds-noirs*, Paris : Editions Autrement, 139 p.).

voire exacerbés. Effectivement, un certain régionalisme semble être apparu en Algérie, alors territoire français, en quelques décennies. Un groupe hétérogène se constitue (origines géographiques et religieuses diverses) et semble différentiable du reste de la population française. Il est ainsi parfois question de la population « européenne » d'Algérie ; sans compter les influences de la vie dans un pays maghrébin et au sein d'une ambiance, d'une idéologie coloniale. Par ailleurs, en 1954, environ 79 % de la population européenne d'Algérie est née sur le sol de l'Algérie.²⁶ De plus, quelle que soit leur origine, les membres de cette population se considèrent comme appartenant à une « France algérienne », les « Français de France » étant perçus comme des compatriotes différents. « "Etes-vous français ?" "Algériens nous sommes !" répond Cagayous²⁷, le héros favori du petit peuple Pied-Noir au début du siècle »²⁸. Un sentiment d'appartenance régionale naît par conséquent, avec une identité. Les interrelations entre territoire algérien et identité française d'Algérie apparaissent ainsi.

Or, ce sentiment d'appartenance territoriale est conservé lors de la guerre d'Algérie, puis après la déclaration d'indépendance et l'exode de cette population vers la Métropole. Ce régionalisme semble même être exacerbé à partir de cet instant du fait de la confrontation directe avec l'Autre, les « Métropolitains ».

Dans un premier temps, il est des plus nécessaire de reconstruire sa vie et, la plupart des membres du groupe ayant perdu la quasi totalité de leurs biens, de trouver un emploi. Ainsi, les besoins matériels sont les premiers auxquels la population française d'Algérie, dite à partir de cette époque la population « Pied-Noire », va répondre *via* la recherche d'un emploi, d'un logement, d'une école pour les enfants. La dispersion relative de la population à travers l'Hexagone est alors une des premières conséquences. Tout ce qui est lié aux revendications d'indemnisation apparaît alors primordial, prioritaire. Néanmoins, au fil du temps, une fois ces besoins matériels résolus (au moins en partie), la population française d'Algérie peut commencer à prendre le temps de se réorganiser sur les plans culturel et identitaire.

En effet, cette population est confrontée à l'altérité, à une identité et une culture différentes des siennes. Cela a notamment pour conséquence de lui révéler sa propre identité. Cette prise de conscience est appuyée par l'apparition, dans les années 1950, de l'appellation « Pied-Noir » pour qualifier ce groupe social²⁹. Cette dénomination, malgré le fait qu'elle soit imposée par les « Métropolitains » et qu'elle soit connotée négativement à l'époque (voire encore aujourd'hui), permet de donner une certaine image d'homogénéité au groupe, et ainsi d'offrir une certaine cohésion à ses membres. Le terme « Pied-Noir » constitue par conséquent une des bases de l'identité collective de cette population après l'indépendance de l'Algérie. Ainsi, si dans les premières années l'urgence de la réinstallation interdit souvent des préoccupations identitaires, les associations liées à ces questions apparaissent dès le milieu des années 1970. Les amicales de tel ou tel lycée d'Algérie ou de tel ou tel village fleurissent un peu partout. Vient ainsi le temps de la reconstruction du groupe social, avec ses préoccupations culturelles et la mise en avant de son identité collective. Celle-ci a donc été conservée (bien que non nécessairement exprimée) malgré la perte du territoire où elle s'est construite.

²⁶ STORA (Benjamin), 1991, *Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954)*, Paris : Editions La Découverte, 126 p. (collection Repères).

²⁷ Cagayous est un personnage du publiciste Musette (Victor Robinet, Français d'Algérie né en 1862).

²⁸ STORA (Benjamin), 1991, *ibid.*.

²⁹ Les origines et la date d'apparition du terme « Pied-Noir » restent floues. Les Français d'Algérie, pour la plupart d'entre eux, découvrent cette appellation dans les années 1950. Auparavant, ils se qualifiaient globalement « d'Algériens », le reste de la population de l'Algérie étant la population « indigène ». Or, cette appellation reste pour certains connotés négativement dans la mesure où elle renvoie à des stéréotypes concernant la population française d'Algérie (image de « gros colons », de racistes, etc.).

Il est toutefois nécessaire de garder à l'esprit que la perte de l'Algérie a également pour conséquence d'entraîner une fragilisation du groupe, notamment du fait de la dispersion. Si, pour certains³⁰, la population française d'Algérie naît à partir de l'instant où elle a été déterritorialisée, c'est également l'événement qui la fragilise. La perte du territoire n'est pas sans conséquence sur l'identité du groupe social au regard des éléments présentés dans la première partie du texte. La population française d'Algérie a perdu, d'une certaine manière, ce en quoi elle s'identifiait. La matérialité de leur identité reste circonscrite aux images que ses membres en gardent. Par ailleurs, suite à cette déterritorialisation, certains membres du groupe ont fait le choix de l'oubli de leur appartenance à cette population. Autre point : si ceux qui sont nés en Algérie conservent une identité particulière du fait de leur vécu en Algérie et de l'expérience du rapatriement, se pose le problème de la transmission identitaire et culturelle à ceux qui n'ont pas vécu en Algérie : les nouvelles générations.

Par conséquent, la déterritorialisation a causé des dommages au sein de la population française d'Algérie. Son identité, discours du groupe permettant sa cohésion et prenant appui sur un territoire, a été fragilisée. Certaines personnes ne ressentent donc plus leur appartenance au groupe social et le quittent. De plus, cette identité, restée en quelque sorte latente durant plusieurs années, demeure fragile. Elle n'a pas d'appui « matériel » permettant d'afficher sa lisibilité. Elle a ainsi des difficultés à s'affirmer, à être partagée, à être transmise. Une nouvelle territorialisation peut ainsi apparaître comme un véritable enjeu de survie pour le groupe social. Sans celle-ci, l'identité du groupe risque de disparaître, engendrant par là même la disparition du groupe social. Or, une reterritorialisation est perceptible.

... Suivre d'une (re)territorialisation pour la conservation d'un particularisme culturel et identitaire

La reconstruction ou restructuration du groupe social passe par la construction et le développement d'un nouvel ancrage territorial. Effectivement, une nouvelle carte de la répartition des Français d'Algérie en France se redessine doucement, avec un fort ancrage méditerranéen. De même, diverses manifestations culturelles, culturelles sont organisées en des lieux bien propres à ce groupe social ; lieux qui deviennent dès lors des marqueurs territoriaux. Les mémoriaux se multiplient dans diverses villes (Avignon, Marseille, etc.).

Cette nouvelle territorialisation du groupe, fortement liée à la conservation d'un particularisme identitaire, peut être interprétée comme une volonté de s'affirmer en tant que groupe social, avec des individus partageant une terre de naissance, une singularité culturelle, qui se reconnaissent entre eux. Il s'agit également de montrer aux Autres qui sont les Français d'Algérie, quelle est leur histoire, quelles sont leurs valeurs. Cela fait directement écho à l'Histoire de la colonisation enseignée dans les écoles et collèges, ainsi qu'aux stéréotypes dont les Français d'Algérie ont été (voire sont encore) accablés à leur arrivée en Métropole. Il ne s'agit pas toujours uniquement d'être reconnus par ces Autres. L'enjeu est plus important encore. La volonté d'affirmation et de reconnaissance du groupe social vise avant tout à permettre aux générations suivantes de revendiquer cette origine, cette identité ; qu'elle ne tombe pas dans l'oubli.

Or, cela a été montré précédemment, le territoire joue un rôle majeur dans l'affirmation d'une identité collective. Il lui confère une matérialité dans la mesure où il permet la rencontre du

³⁰ Voir notamment JORDI Jean-Jacques, 1993, *De l'exode à l'exil : rapatriés et Pieds-Noirs en France. L'exemple marseillais (1954-1992)*, Paris : Ed. L'Harmattan, 250 p. (coll. Histoire et Perspectives Méditerranéennes).

signifiant et du signifié. Il rend ainsi l'identité plus intelligible, plus lisible. Mais **quelles formes peut prendre cette territorialisation ?**

Concernant les populations déterritorialisées, la nouvelle territorialisation présente fréquemment une forme particulière. Il ne s'agit pas, la plupart du temps, d'une aire spatiale, d'un territoire correspondant à tel ou tel maillage administratif ou juridique. Ces territorialisations correspondent davantage à des formes de territoire beaucoup plus « diffuses », à des formes réticulaires. Il semble que les populations déterritorialisées, ayant été mobiles et s'étant dispersées, ont tendance à s'approprier des territoires d'une échelle restreinte qu'elles mettent en réseau du fait des liens, notamment culturels, qui existent entre les membres de cette population. Ainsi, « parce qu'ils définissent plus des phénomènes relationnels et des valeurs abstraites que des réalités tangibles ou immuables, les territoires échappant à une stricte logique politique ne brillent pas par la rigueur de leurs configurations et de leurs limites. Constitués en systèmes symboliques identitaires à fortes références culturelles, imprimés dans l'espace approprié et vécu par les individus socialisés, ils se plient difficilement aux contraintes d'une cartographie respectueuse des limites de répartition. »³¹ Ainsi, les rapports spatiaux des hommes, « toujours plus mobiles, s'ancrent (matériellement et plus encore idéologiquement) dans un réseau complexe de lieux et de territoires disséminés. Ces formes confèrent à l'espace géographique une **structure complexe et nébuleuse, se concentrant ça et là en nodosités territoriales.** »³²

La population française d'Algérie n'échappe pas à la « règle ». Sa territorialisation ne peut être délimitée par des frontières, des limites nettes, cartographiables. Elle est caractérisée par certains regroupements des membres de la population, couplés à une forme réticulaire avec un ancrage sur des marqueurs territoriaux. Nous ne prendrons pas ici en compte les membres de ce groupe social ayant fait le choix d'une installation à l'étranger, marquant le rejet du territoire national, ou en Corse et dans les DOM-TOM, faisant le choix des « marges » françaises et non de la France métropolitaine. Leur cas nécessiterait leur analyse propre. La population installée en France métropolitaine, dont l'identité est prise entre passé et présent, entre la France (son espace d'appartenance, de vie) et l'Algérie (son territoire perdu), doit évoluer, se territorialiser, pour permettre sa survie. Si le territoire revendiqué est l'Algérie, l'implantation géographique du groupe en Métropole révèle effectivement une certaine territorialisation.

Un nouveau schéma territorial s'est ainsi mis en place, volontairement ou non, à partir des années 1960. Le lien à l'Algérie reste toujours présent. Néanmoins, il y a eu rupture. Les Français d'Algérie ont du composer avec le passé et le présent. Des liens semblent être apparus entre territoires et lieux d'hier, en Algérie, et territoires et lieux d'aujourd'hui en « métropole ». Une sorte de territorialisation des Français d'Algérie en France a été engendrée, permettant par là même de conserver une mémoire du vécu en territoire algérien, une identité du groupe social. C'est la survie du groupe, de son particularisme, qui était en jeu.

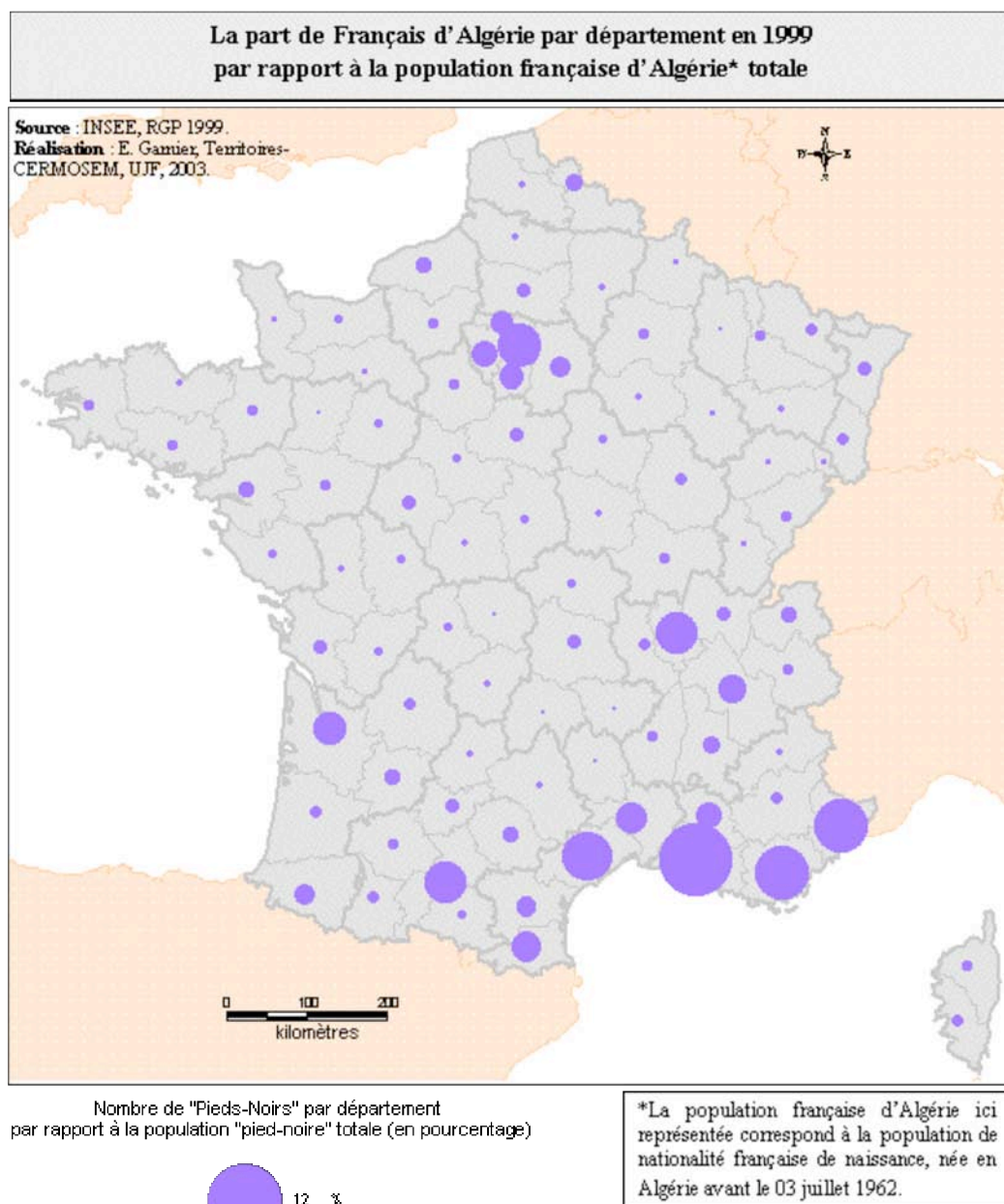
- **Une territorialisation avec le regroupement spatial d'une partie de la population**

Deux regroupements relatifs de la population française d'Algérie peuvent être mis en avant (voir carte ci-après). Les Régions Provence Alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon, ainsi

³¹ DI MEO Guy, 1998a, *op.cit.*.

³²DI MEO Guy, 1998b, *op.cit.*, p. 7.

que la Région Ile-de-France paraissent particulièrement attractives pour ce groupe social, contrairement aux régions situées dans le Nord-Est, le Nord-Ouest ou le Centre de la France.



La relative concentration de cette population en région parisienne (17,9 % du groupe) peut être rapprochée des forts pourcentages enregistrés dans des départements tels que la Gironde, la Haute-Garonne ou le Rhône. Les grandes villes françaises sont effectivement relativement attractives pour la population française d'Algérie. Les possibilités de trouver un emploi y sont plus grandes. Par ailleurs, ce groupe social était principalement urbain en Algérie française. L'espace rural peut être considéré comme peu attractif.

Cependant, un certain regroupement est observé dans le sud de la France, dans les départements du Midi méditerranéen essentiellement. Les Régions Provence Alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon regroupent 39,8 % du groupe. Cela peut être associé à une

volonté pour les Français d'Algérie de ne pas trop perdre leurs repères paysagers avec la proximité de la mer Méditerranée, le climat, la végétation, etc.. Des villes, telles que Nice, Toulon ou Marseille, présentent un environnement comparable à celui des villes méditerranéennes côté Algérie. Les ports et aéroports méditerranéens ont également accueillis une majorité des Français d'Algérie au début des années 1960. Certains, connaissant peu le territoire métropolitain, n'en ont pas bougé ne sachant où aller. D'autres, pensant qu'ils repartiraient rapidement en Algérie, ne sont pas allés plus loin. Or, une certaine proximité des membres d'un groupe peut permettre une fréquence plus importante des rencontres, des discussions et donc, d'une manière générale, d'un partage identitaire et culturel. Ceci représente un élément important pour la construction ou la conservation d'une mémoire commune. Ces régions méditerranéennes semblent ainsi particulièrement structurer la territorialisation de ce groupe social, permettant un enracinement et un partage de l'identité du groupe. D'ailleurs, c'est dans ces régions que se trouve la majorité des marqueurs territoriaux du groupe.

- **Une territorialisation réticulaire**

Parallèlement aux regroupements de membres de ce groupe social, la territorialisation s'est également faite sous une forme réticulaire. Des lieux apparaissent ainsi comme des espaces fortement investis de sens, porteurs d'identité. Ils sont particulièrement importants pour la territorialité du groupe. Effectivement, « le territoire constitue un remarquable champ symbolique, semé de signes qui permettent à chacun de le reconnaître et, en même temps, de s'identifier au groupe qui l'investit. Certains de ses éléments [...], hissés au rang de valeurs patrimoniales, contribuent à fonder ou à consolider le sentiment d'identité collective des hommes qui l'occupent. Sur de telles bases symboliques, le territoire identitaire devient un puissant outil de mobilisation sociale. »³³ Cette territorialisation se fait donc à travers l'essaimage de divers objets spatialisés, empreints d'une valeur nouvelle donnée par le groupe social, qui peuvent être englobés sous l'appellation de **marqueurs territoriaux**. Ils permettent une territorialité répondant à la perte du territoire d'origine, en conférant un appui matériel à une identité fragilisée.

Ainsi, si certains restaurants, locaux associatifs, les maisons peuvent porter une iconographie rappelant le territoire d'origine avec des photographies, des cartes affichées sur les murs, un certain nombre de sites, de monuments, d'établissements, etc., a été mis en place par la population française d'Algérie, directement ou non, et est chargé de sens pour elle.

Ces marqueurs territoriaux sont à la fois un élément repère pour le groupe, un lieu approprié et partagé par les membres de la population et un élément permettant l'identification du groupe par les « Autres », avec un fonctionnement en externe. Le signifiant et le signifié s'y rencontrent : il s'agit donc bien d'une forme de territorialisation.

L'approche de ces marqueurs territoriaux peut notamment permettre de percevoir les rapports au territoire d'origine, les éléments constituant le lien communautaire et l'identité.

³³ DI MEO Guy, 2002, *op.cit.*

Dans ce cadre, les marqueurs territoriaux liés à la pratique de la religion pour la population française d'Algérie paraissent particulièrement exemplaires. Ils ont un rôle important dans le lien communautaire. La création de ces marqueurs s'est faite au travers du ré-enracinement des vierges et des cloches des églises d'Algérie dans des églises ou sites en France métropolitaine. Le site de Santa-Cruz à Nîmes, consacré à la vierge d'Oran (voir photographie 1), est, tous les ans, le théâtre d'un pèlerinage, surtout suivi par les anciens habitants français de l'Oranie. Ce pèlerinage est la transfiguration sur la commune de Nîmes de celui qui avait lieu tous les ans à Oran, en Algérie, avant l'indépendance. La coutume a été gardée bien que le pèlerinage religieux ait évolué au fil du temps pour prendre davantage l'apparence aujourd'hui d'un grand rassemblement des anciens habitants de l'Oranie, voire de l'Algérie française entière. Il constitue l'occasion pour tous les anciens habitants de l'Oranie de retrouver leurs voisins, leurs amis de « là-bas ». Chaque village oranais reprend vie, le temps d'une journée, sous une pancarte portant son nom.

Le schéma se retrouve également, bien que de manière moins caricaturale, à Carnoux-en-Provence, dans les Bouches-du-Rhône. La commune, créée par des rapatriés d'Afrique du Nord pour accueillir des membres de leur population, a dédié son église à Notre-Dame d'Afrique, la vierge noire de la ville d'Alger. La statue de cette vierge a été rapatriée d'Algérie et a trouvé sa place dans cette église. Tous les ans, le 15 août, une grande messe est organisée. Théoule-sur-Mer, dans les Alpes-Maritimes, a vu un de ses sites voué au même culte. Une statue monumentale de Notre-Dame d'Afrique a été édifée au début des années 2000 (voir photographie 2). Certains Français d'Algérie se regroupent à ses pieds, les 1^{er} mai, 15 août et 1^{er} novembre notamment, pour célébrer des messes.

L'ensemble de ces rassemblements autour de marqueurs territoriaux est en lien avec la mémoire. Ces lieux sont porteurs d'identité et permettent l'affirmation du groupe.

Cependant, tous les marqueurs territoriaux n'ont pas une signification religieuse pour le groupe. Des mémoriaux existent dans de nombreuses villes de France, fréquemment dans les cimetières, et sont consacrés aux victimes (civiles et/ou militaires) de la guerre d'Algérie. Des représentants du groupe social se rassemblent autour de ces marqueurs pour les grandes dates (26 mars pour la

Photographie 1 : Le site de Santa-Cruz à Nîmes le jour du pèlerinage (20 mai 2004)



Photographie 2 : Notre Dame d'Afrique sur le site de Théoule-sur-Mer (06) un jour de messe du souvenir (1^{er} mai 2002)



fusillade de la rue d'Isly à Alger, 5 juillet pour le massacre d'Oran, 5 décembre pour la journée nationale du souvenir des morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats de Tunisie et du Maroc). Ces repères peuvent également faire référence à la (ou les) cause(s) de sa migration (événements civils ou militaires notamment). Ils peuvent également correspondre au lieu de regroupement des habitants de tel ou tel village, de telle ou telle faculté d'Algérie. Les exemples pourraient être multipliés. Leur signification, le message qu'ils portent sont souvent différents. Ils peuvent également revêtir des formes très diverses. Néanmoins, une grande majorité, du moins les plus importants car les plus rassembleurs, se situe dans les régions du Sud-Est français, puis en région parisienne (à Paris essentiellement).

Tous ces marqueurs ont été créés dans l'objectif de conserver une mémoire, de reconnaître l'histoire des Français d'Algérie. Les différents rassemblements associatifs, culturels, religieux, géographiques, sont autant d'éléments permettant de partager régulièrement une histoire, une mémoire et de participer à la construction, à l'affirmation du groupe, de manière volontaire ou non selon les individus. Les pratiques liées à ces marqueurs sont essentielles au maintien d'une conscience identitaire. Les marqueurs permettent de faire perdurer la culture, la mémoire du territoire perdu dans l'ici et le maintenant. Ce rôle est d'autant plus important qu'il permettra au groupe de surmonter le traumatisme de la perte du territoire et aux générations futures de s'identifier encore au groupe social. Apparaîtrait ainsi la mise en place de liens forts malgré la dispersion en appui sur des marqueurs territoriaux et donc sur un territoire réticulaire. La nouvelle territorialisation du groupe répond à la déstabilisation de son identité, du fait de la perte du territoire algérien, en permettant à nouveau des interactions actives entre territoire et identité. La « crise » identitaire liée à la déterritorialisation a ainsi été en partie surmontée, bien que certains membres du groupe aient perdu (et perdent encore) leur sentiment d'appartenance à cette population.

Conclusion

Les interrelations entre territoire et identité, étudiées en géographie sociale, peuvent ainsi toujours être mises en avant concernant l'étude des populations déterritorialisées. La dispersion des membres de ces groupes sociaux les amène, en effet, à se (re)territorialiser pour conserver leurs particularismes identitaire et culturel et permettre la survie de leur population. La territorialisation permet effectivement de surmonter le traumatisme de l'exode (ou exil), et favorisent la vie du groupe en rendant possible le partage d'une culture, d'une identité et d'une mémoire.

Bien que ces groupes se heurtent toujours au passé, avec une certaine nostalgie souvent, ils se tournent également vers l'avenir en permettant des retrouvailles, un nouveau partage. Cela paraît particulièrement important pour cette population dans la mesure où les nouvelles générations ne connaissent pas l'Algérie française, si ce n'est au travers du discours de ceux y ayant vécu. C'est ce qui a également pu motiver une reconstruction territoriale en Métropole, dans l'ici et le maintenant, un territoire réel perçu en partie comme une reconstruction du territoire perdu. Ce territoire avec ses lieux de mémoire peut ainsi constituer un repère identitaire pour les Français d'Algérie, toutes générations confondues, et permettre la transmission de la mémoire au travers du temps.

Il existe ainsi un va-et-vient entre le discours lié à l'Algérie et les pratiques identitaires ancrées aujourd'hui principalement dans le sud métropolitain. Les membres du groupe ont effectivement besoin de la reconnaissance des autres, des Métropolitains, afin d'être identifiés, différenciés en tant que groupe. Parallèlement, ce travail sur la mémoire sert également à créer du lien entre les membres du groupe, à construire un sentiment

d'appartenance fondé sur le passé, touchant également les jeunes générations. Il s'agit de permettre la transmission d'une identité collective, malgré la perte de leur « pays ».

La territorialité engendrée par la reterritorialisation du groupe social permet ainsi de faire face au traumatisme, de s'appuyer sur le passé pour « rebondir » dans le présent afin d'envisager plus sereinement l'avenir. Le groupe trouve un appui pour son identité et sa culture dans l'espace, qui semblent dès lors davantage pérennisées.

L'approche en géographie sociale de cette population permet ainsi de porter un nouveau regard sur cette migration. Peu de géographes s'intéressent effectivement à cet épisode des « rapatriements » et à ses conséquences. Concernant ces groupes, l'entrée historique est plus habituelle (bien que quelques études en sociologie ou en sciences politiques soient récemment menées) : il est question de l'histoire de l'Algérie française, de la guerre d'Algérie, du rapatriement. Ce qu'est ce groupe aujourd'hui ne semble pas au cœur des préoccupations. Cela ne permet guère à cette population de sortir de la nostalgie qui la relie à sa vie algérienne. Une lecture territoriale actuelle montre pourtant la dynamique animant ce groupe. Il partage une identité collective qu'il a su conserver et ré-ancrer. Ceci est visible, lisible du fait des signes de sa reterritorialisation. Son étude est donc d'actualité. Or, cette analyse paraît d'autant plus pertinente qu'elle semble pouvoir être élargie à l'ensemble des migrations de population. Les groupes sociaux déterritorialisés (diasporas, populations immigrées, réfugiées, etc.) font face au même besoin de reconstruction territoriale et identitaire illustré ici à travers l'exemple de la population française d'Algérie. Il s'agit d'autant d'objets d'étude potentiels en géographie sociale.

BIBLIOGRAPHIE

ALPHANDERY Pierre, BERGUES Martine, 2004, « Territoires en questions: pratiques des lieux, usages d'un mot », in *Ethnologie française*, XXXIV, 2004, 1, pp. 5-12.

BERGER Peter L., 1973, *Comprendre la sociologie. Son rôle dans la société moderne*, traduction de Joseph Feisthauer, Paris : Ed. du Centurion, 263 p. (coll. « Connaissance du présent »).

BONNEMAISON Joël, 1981, « Voyage autour du territoire », *L'espace géographique*, n°4, pp. 249-262.

BRUNEAU Michel, 2004, *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris : Anthropos - Economica, 249 p. (coll. Villes – Géographie).

CLAVAL Paul, 1996, « Le territoire dans la transition à la postmodernité », in *Géographie et cultures*, hiver 1996, n°20 (« Le territoire »), Numéro spécial sous la direction de Joël BONNEMAISON, Luc CAMBREZY et L. BOURGEOIS-QUINTY, Clamecy : L'Harmattan, pp. 93-112.

DI MEO Guy, 1998a, « Le territoire : un concept essentiel de la géographie sociale » in *Les Documents de la MRSH* (« Espaces et sociétés à la fin du XX^{ème} siècle. Quelles géographies sociales »), n°7, avril 1998, pp. 49-61.

DI MEO Guy, 1998b, *Géographie sociale et territoires*, Paris : Nathan Université, 320 p. (coll. Fac. Géographie).

DI MEO Guy, 2002, « L'identité : une médiation essentielle du rapport espace/société » in *Géocarrefour*, vol. 77 2/2002, pp. 175-184.

FREMONT Armand et al., 1984, *Géographie sociale*, Paris : Masson, 381 p.

JORDI Jean-Jacques, 1993, *De l'exode à l'exil : rapatriés et Pieds-Noirs en France. L'exemple marseillais (1954-1992)*, Paris : Ed. L'Harmattan, 250 p. (coll. Histoire et Perspectives Méditerranéennes).

JORDI Jean-Jacques, 1995, *1962 : l'arrivée des Pieds-noirs*, Paris : Editions Autrement, 139 p.

LE BERRE Maryvonne in BAILLY Antoine, FERRAS Robert, PUMAIN Denise (sous la direction de), 1983, *Encyclopédie de Géographie*, 2^{ème} édition, Paris : Economica, 1167 p., pp. 601-622.

LEVY Jacques, LUSSAULT Michel (sous la direction de), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris : Belin, 1033 p., pp. 852-855.

STORA (Benjamin), 1991, *Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954)*, Paris : Editions La Découverte, 126 p. (collection Repères).

Coordonnées :

Edwige GARNIER

CERMOSEM

Domaine Olivier de Serres

07170 MIRABEL

Tél. : 04 75 36 30 54 / 06 84 14 11 71

Fax : 04 75 36 76 84

edwige_garnier@yahoo.fr